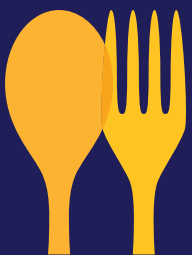


SONDAGE AUPRÈS DE LA POPULATION



Food Banks
Canada

Banques
alimentaires
Canada

Du point de vue des pairs à un sondage
auprès de la population : défis et possibilités
pour les personnes en situation d'insécurité
alimentaire qui occupent un emploi

CONTENU

INTRODUCTION	3
Méthodologie	5
Réalité financière et facteurs de stress	7
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	9
Définition de l'insécurité alimentaire	9
Taux d'insécurité alimentaire selon le sondage national auprès de la population	10
Qui vit de l'insécurité alimentaire?	10
Prévalence de l'insécurité alimentaire et du recours aux banques alimentaires dans les sous-groupes	11
STRESS FINANCIER LIÉ À L'EMPLOI ET OBSTACLES À UN EMPLOI DE QUALITÉ	17
PRIORITÉS NATIONALES EN MATIÈRE DE POLITIQUES GOUVERNEMENTALES	20
PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, OBSTACLES À L'EMPLOI ET PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE POLITIQUES PARMIS LES SOUS-GROUPES	22
Jeunes (25 à 29 ans)	22
Personnes à faible revenu (< 50 k\$/année)	23
Nouveaux Canadiens (5 ans ou moins)	23
Personnes en situation de handicap	23
Personnes ayant un faible niveau de scolarité	24
Adultes seuls ayant des personnes à charge	24
Cols bleus/classe ouvrière	25
Peuples autochtones	25
Personnes noires	26
Personne de couleur	26
ACCÈS AUX PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX	27
CONCLUSION : DE LA RECHERCHE À L'ACTION	29

INTRODUCTION

En 2024, Banques alimentaires Canada (BAC) a mené une étude communautaire pour analyser l'insécurité alimentaire chez les personnes qui occupent un emploi. Cette étude a mis en évidence le nombre croissant de personnes qui, malgré leur participation au marché du travail, continuent de peiner à se procurer une nourriture adéquate en raison de l'augmentation du coût de la vie, des salaires faibles ou instables, et de l'accès limité aux mesures de soutien. En s'appuyant sur ces constatations, BAC a ensuite entrepris une enquête axée sur la population afin d'évaluer la prévalence et la répartition des expériences d'insécurité alimentaire dans un échantillon plus vaste et de mieux comprendre à quel point les défis sont répandus chez les ménages qui travaillent. En parallèle, les deux études fournissent des renseignements complémentaires, combinant des perspectives qualitatives approfondies à des données au niveau de la population pour éclairer les réponses en matière de politiques et de programmes. Les conclusions de notre projet sur les défis auxquels font face les personnes qui travaillent et qui vivent de l'insécurité alimentaire ont envoyé un message clair : les gens se sentent piégés.

L'abordabilité des biens et services de base fait partie des raisons clés. De nombreuses personnes se sentent coincées dans un cercle vicieux en essayant de joindre les deux bouts dans une crise incessante de l'abordabilité. Toutefois, l'abordabilité n'est qu'un des nombreux défis interreliés sur le marché du travail et hors de celui-ci.

Ces défis comprennent un écart croissant entre les salaires et le coût de la vie, des coûts prohibitifs liés à l'emploi, comme le transport (pour les déplacements quotidiens) et la garde d'enfants, et un manque d'avantages sociaux et de sécurité d'emploi. De plus, bon nombre des participants au projet ont souligné qu'ils n'avaient pas droit aux prestations gouvernementales parce qu'ils se trouvaient dans une zone grise, en raison d'idées reçues désuètes selon lesquelles un emploi garantit stabilité financière, sécurité et revenus suffisants pour échapper à la pauvreté.



Afin d'explorer la mesure dans laquelle les thèmes, les perspectives et les observations découlant des entrevues dans le cadre du projet de recherche communautaire s'appliquaient à la population générale du Canada, nous avons utilisé nos constatations pour l'élaboration d'une enquête nationale auprès d'un échantillon de 10 000 personnes. Grâce à ce grand échantillon, nous avons pu segmenter la population de façon fiable afin d'examiner de plus près les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire, leur situation d'emploi et d'autres caractéristiques démographiques comme l'identité raciale, la durée de leur séjour au Canada, le niveau de revenu et la classification des emplois.

Les résultats ont montré qu'une grande partie de la population vit probablement les conditions qui, selon les répondants au projet de recherche communautaire, font qu'ils se sentent « piégés ». Un répondant sur trois du sondage auprès de la population a déclaré éprouver des difficultés financières et près de 40 % sont à risque d'être en situation d'insécurité alimentaire. Les taux sont plus élevés chez certains groupes comme les jeunes, les personnes autochtones, noires et de couleur (PANDC), les nouveaux arrivants au Canada, les personnes en situation de handicap et les cols bleus.

La majorité des répondants de la recherche communautaire et de l'étude auprès de la population ont un emploi. Près de la moitié des personnes en situation d'insécurité alimentaire occupent un emploi à temps plein. Les principaux enjeux mis en lumière par le projet de recherche communautaire qui contribuent au sentiment d'être piégé, comme la hausse du coût de la vie, les bas salaires et les coûts élevés des déplacements quotidiens, sont également ressortis lors de l'enquête auprès de la population, et ils étaient particulièrement aigus chez les personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Des constatations semblables ont émergé en ce qui concerne les obstacles à l'accès ou au maintien d'un emploi de qualité, les possibilités d'emploi limitées, les handicaps ou les problèmes de santé, et le manque d'accès à la formation ou à l'éducation, qui montrent une prévalence élevée chez les personnes en situation d'insécurité alimentaire. De plus, les coûts de transport sont mentionnés comme un obstacle majeur à l'emploi près de deux fois plus souvent par les personnes en situation d'insécurité alimentaire que par les autres.

Quelle que soit l'ampleur des difficultés financières ou de l'insécurité alimentaire vécues, il existe un soutien public quasi universel de politiques gouvernementales visant à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les sentiments exprimés par les participants au projet de recherche communautaire ont été repris haut et fort par la population générale, en particulier par les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire. Les idées de rendre le logement plus abordable, d'améliorer l'accès aux aliments, d'élargir l'accès à des emplois et à une formation de qualité et d'introduire des approches novatrices de réduction de la pauvreté bénéficient d'un soutien solide, surtout chez les répondants souffrant d'insécurité alimentaire.

Les résultats de l'étude renforcent l'urgence de la situation – les forces motrices de l'insécurité alimentaire doivent être prises en compte plus tôt que tard – et mettent en lumière les principaux facteurs de stress et les obstacles auxquels font face les populations en situation d'insécurité alimentaire, y compris celles qui occupent un emploi. De plus, les résultats montrent comment les perspectives des pairs peuvent compléter les enquêtes nationales et résonner à l'échelle nationale et nous rappeler l'importance d'ancrer la recherche dans l'expérience vécue et dans la communauté.

MÉTHODOLOGIE

Le **tableau 1** présente la méthodologie de l'enquête, la répartition régionale des réponses et le nombre de personnes qui y ont répondu. Sondage réalisé par Pollara Strategic Insights pour le compte de Banques Alimentaires Canada.

TABLEAU 1. Méthodologie de l'étude et distribution des réponses

PÉRIODE DE RÉALISATION DU SONDAGE	February 24, 2025, to March 29, 2025.
ÉCHANTILLONNAGE	Sondage bilingue en ligne auprès d'un échantillon choisi de façon aléatoire de 10 004 Canadiennes et Canadiens adultes (18 ans et plus).
FIABILITÉ	À titre indicatif, l'échantillon probabiliste de cette taille comporte une marge d'erreur de $\pm 3,1\%$, 19 fois sur 20. La marge d'erreur est plus grande pour les sous-segments.
PONDÉRATION	Les données ont été pondérées à l'aide des données de recensement sur la langue, le genre, l'âge et la région les plus récentes, afin de s'assurer que l'échantillon reflète la population réelle de Canadiennes et Canadiens adultes.

RÉPARTITION RÉGIONALE

Région / Nombre d'échantillons non pondérés

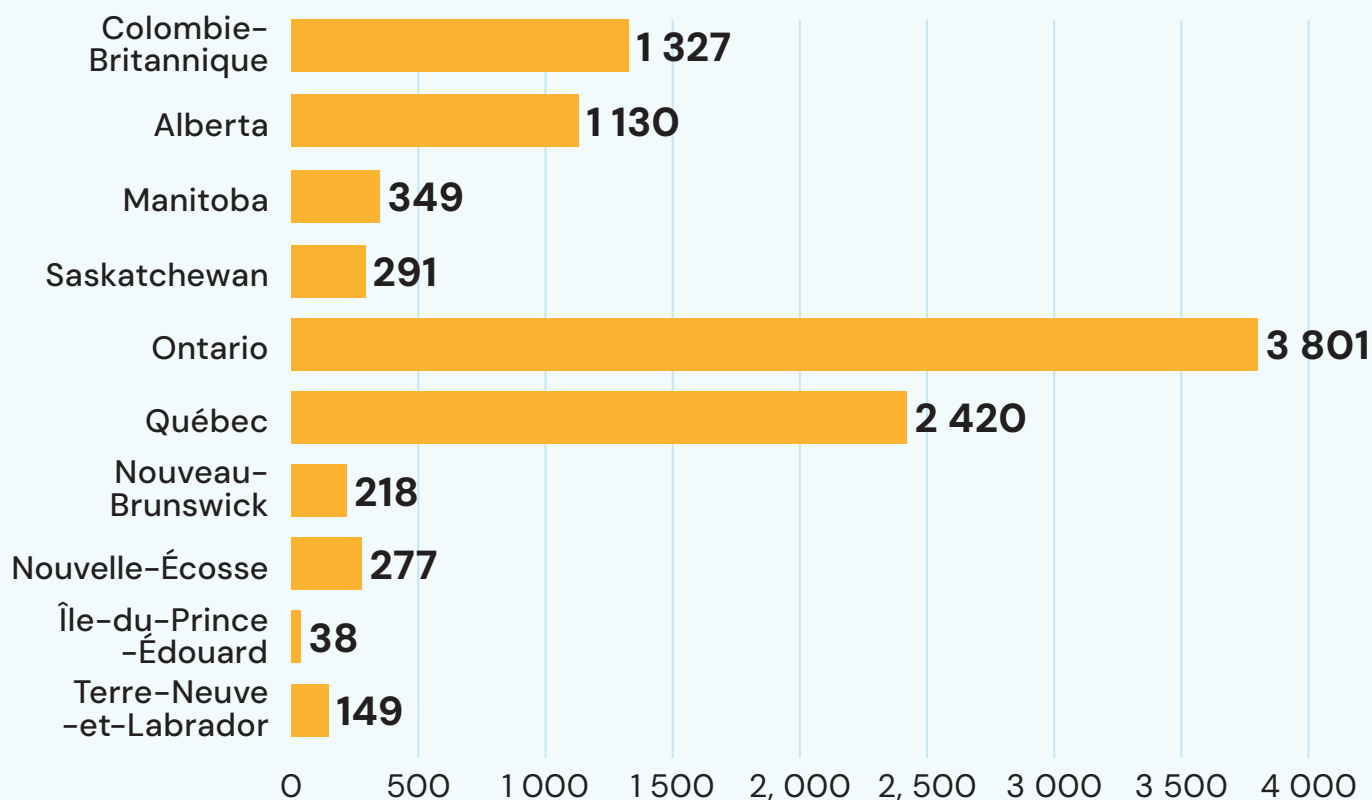
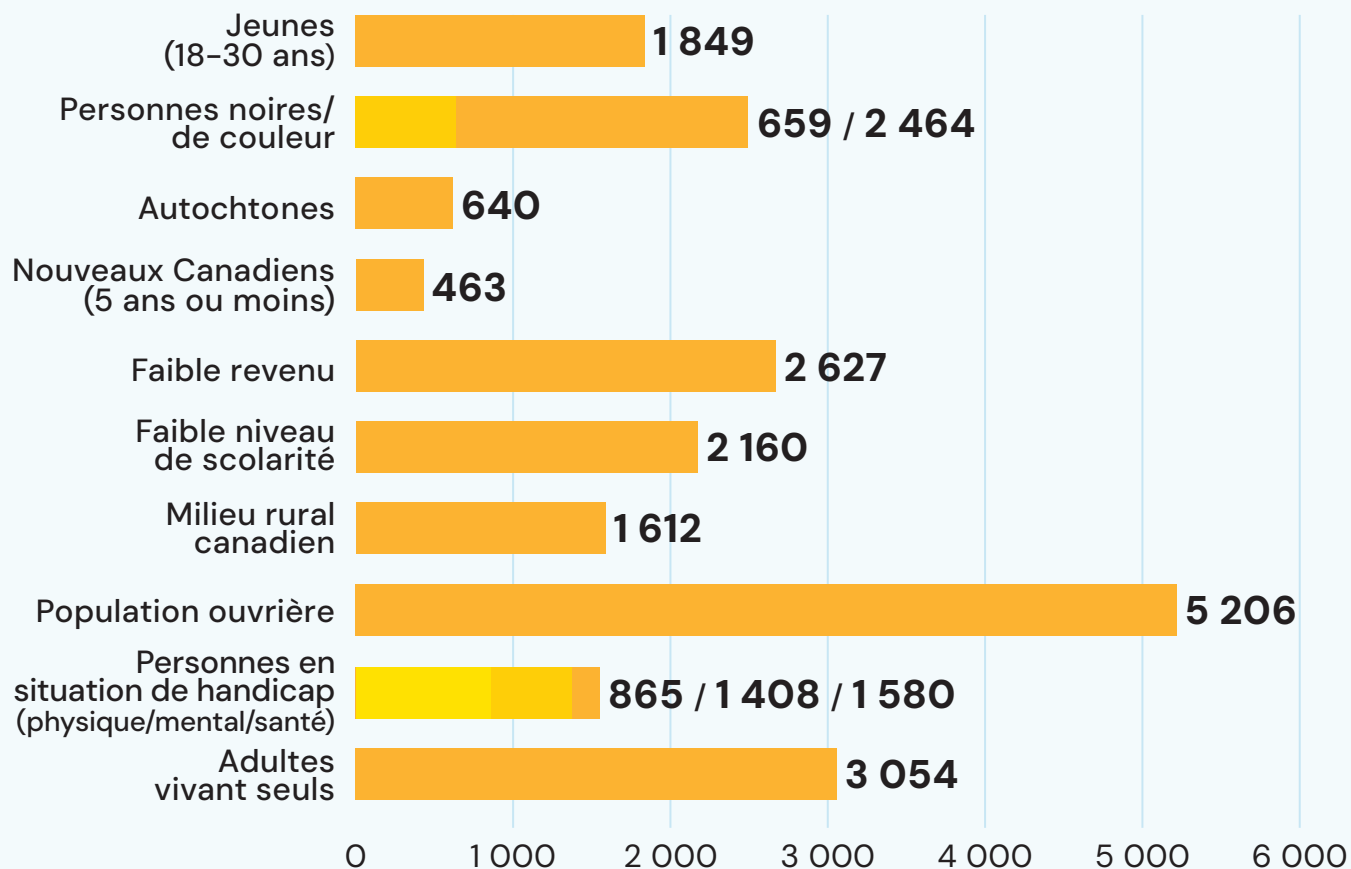


TABLEAU 1. Méthodologie de l'étude et distribution des réponses

ÉCHANTILLON CLÉ CIBLÉ

Catégorie / Nombre d'échantillons non pondérés

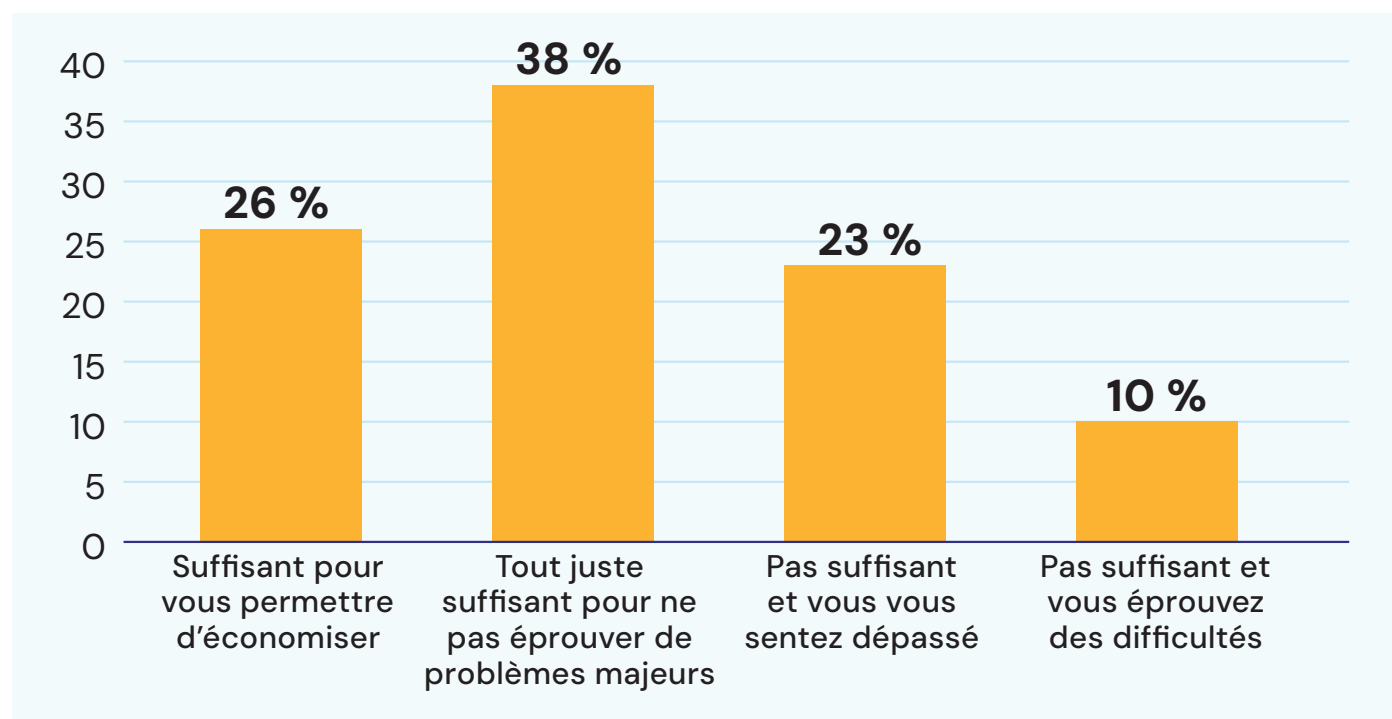


RÉALITÉ FINANCIÈRE ET FACTEURS DE STRESS

Une proportion importante de Canadiens éprouvent des difficultés financières. Une personne sur trois déclare que le revenu de son ménage n'est pas suffisant et qu'elle se sent épuisée ou éprouve des difficultés. Cela soulève une préoccupation générale au sujet de la sécurité financière d'une grande partie de la population.

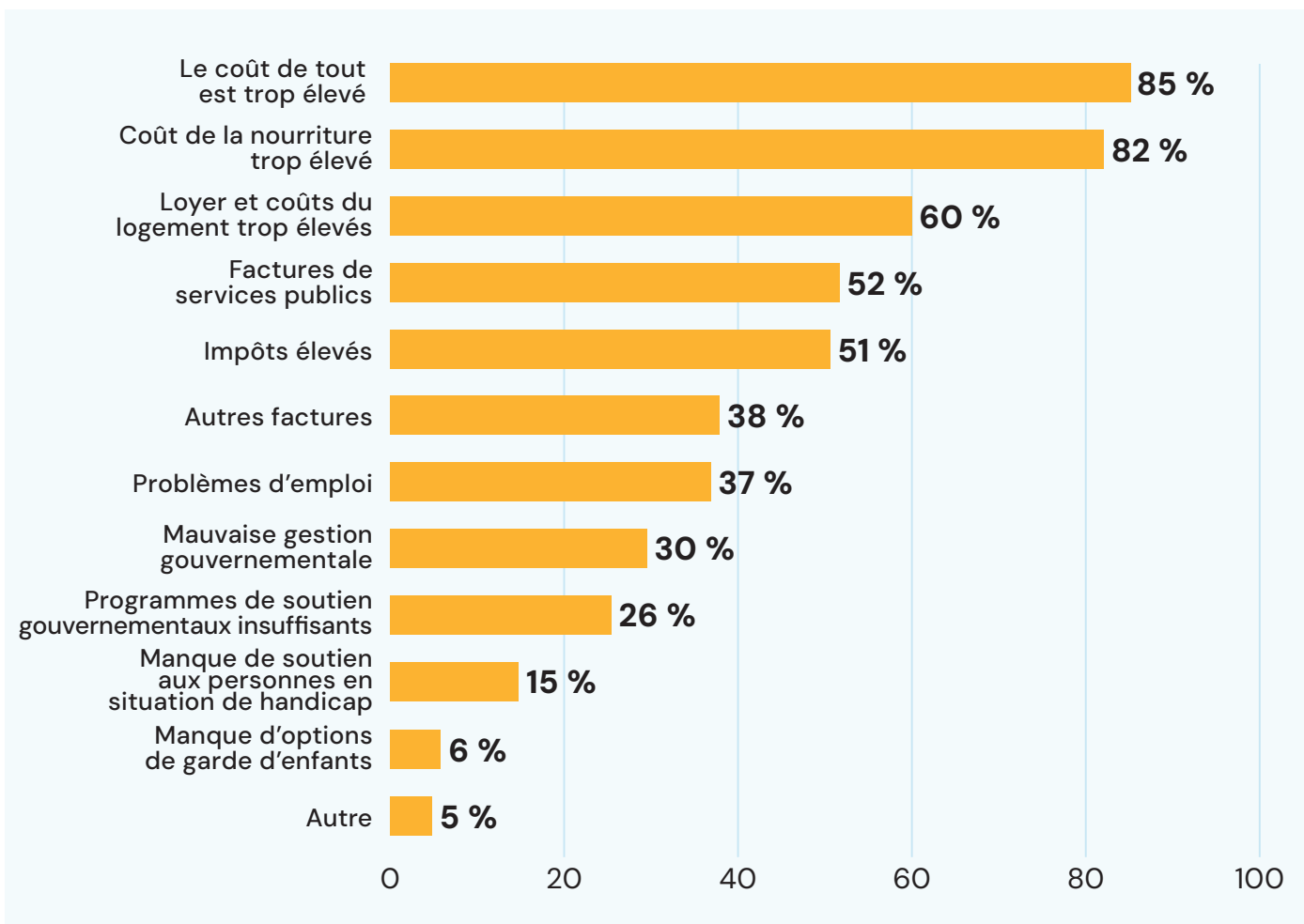
La **figure 1** illustre l'importance des difficultés financières chez les répondants au sondage, et la **figure 2** montre les principales causes de ces difficultés chez ceux qui se sentent financièrement débordés.

FIGURE 1. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux le revenu de votre ménage à l'heure actuelle? (N = 10 004)



Les principales sources de stress financier des participants au sondage sont le coût de la vie, suivi du coût de la nourriture et du logement (en particulier le loyer). (Voir la figure 2)

FIGURE 2. Selon vous, quelles sont vos principales principales sources de stress financier? (N = 3 366)



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

DÉFINITION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Comme dans la partie de recherche communautaire de l'étude, les participants qui ont répondu par l'affirmative à deux questions ou plus sur l'échelle abrégée de l'insécurité alimentaire à six éléments (voir tableau 2) sont considérés comme souffrant d'insécurité alimentaire. Cet outil est inspiré du formulaire abrégé à six éléments du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages élaboré par l'Economic Research Service du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA) (Economic Research Service, 2012).¹

Le module de six éléments est une version abrégée de la mesure initiale de 18 éléments et il a été largement utilisé dans les recherches américaines et canadiennes. Au Canada, le module complet de 18 éléments a été adapté et mis en œuvre par Santé Canada et Statistique Canada pour les enquêtes nationales, avec un libellé et un cadre conceptuel similaires. (Nos estimations de l'insécurité alimentaire ne sont pas entièrement comparables à celles de l'Enquête canadienne sur le revenu [ECR] ou de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes [ESCC]).²

TABLE 2. Échelle de l'insécurité alimentaire à six éléments

QUESTIONS DE L'INDICE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	RÉPONSES AFFIRMATIVES INDIQUANT DES DIFFICULTÉS
<p>La nourriture que nous avons achetée n'a pas duré assez longtemps et notre budget ne nous a pas permis d'en acheter davantage.</p> <p><i>Cela a-t-il été souvent, parfois ou jamais vrai pour vous ou votre ménage au cours des 12 derniers mois?</i></p>	<p>« Parfois » ou « souvent »</p>
<p>Mon/notre budget ne me/nous permettait pas de manger des repas équilibrés.</p> <p><i>Cela a-t-il été souvent, parfois ou jamais vrai pour vous ou votre ménage au cours des 12 derniers mois?</i></p>	<p>« Parfois » ou « souvent »</p>
<p><i>Au cours des 12 derniers mois, depuis le mois d'avril dernier, est-ce que vous ou d'autres adultes de votre ménage avez/ont réduit ou sauté des repas en raison d'un manque de nourriture?</i></p>	<p>« Oui »</p>

¹ Pour obtenir des renseignements sur l'élaboration originale et la validation de l'échelle abrégée de l'insécurité alimentaire à six éléments, voir Blumberg, S. J., Bialostosky, K., Hamilton, W. L. et Briefel, R. R. (1999). The effectiveness of a short form of the Household Food Security Scale. *American Journal of Public Health*, 89(8), p. 1231 à 34. <https://doi.org/10.2105/ajph.89.8.1231>

² Notten, G., Seer, S., Mendelson, M., Matern, R. et A. Parkin. (2024). Mesure de la pauvreté au moyen d'un indice de privation matérielle (IPM) : un indice mis à jour au Canada. Banques alimentaires Canada. https://fcb.blobstorage.blob.core.windows.net/wordpress/2024/06/FBC_2024_MeasuringPovertywithMDI_v20240327_FINAL-June-17-002.pdf

TABLE 2. Échelle de l'insécurité alimentaire à six éléments

QUESTIONS DE L'INDICE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	RÉPONSES AFFIRMATIVES INDIQUANT DES DIFFICULTÉS
<p>À quelle fréquence cela s'est-il produit? <i>Presque tous les mois, certains mois, mais pas tous les mois, ou seulement pendant un ou deux mois?</i></p>	<p>« Presque tous les mois » ou « certains mois, mais pas tous les mois »</p>
<p><i>Au cours des 12 derniers mois, avez-vous dû réduire vos portions en raison d'un manque de nourriture?</i></p>	<p>« Oui »</p>
<p><i>Au cours des 12 derniers mois, avez-vous déjà souffert de la faim, mais n'avez pas mangé faute d'argent?</i></p>	<p>« Oui »</p>

TAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SELON LE SONDRAGE NATIONAL AUPRÈS DE LA POPULATION

l'insécurité alimentaire au Canada : près de 40 % des Canadiens souffrent d'insécurité alimentaire. Ces chiffres soulignent que les problèmes d'abordabilité sont généralisés et nuisent à la capacité de nombreux Canadiens de répondre à leurs besoins nutritionnels de base.

Ils mettent également en lumière un enjeu national urgent. L'insécurité alimentaire ne touche pas seulement les personnes sans emploi ou sans logement. Elle affecte un large éventail de Canadiens, en particulier les jeunes, les communautés de PANDC, les nouveaux arrivants au Canada, les personnes en situation de handicap et les cols bleus.

QUI VIT DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE?

Le **tableau 3** donne un aperçu de la proportion de répondants qui vivent de l'insécurité alimentaire, ventilée selon le statut d'emploi.

Près de la moitié des répondants au sondage travaillaient à temps plein, tout comme près de la moitié de la population souffrant d'insécurité alimentaire. Cette tendance se répète dans la plupart des catégories d'emploi, à l'exception notable des personnes sans emploi qui cherchent un emploi, un groupe qui présente un pourcentage beaucoup plus élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire, et des personnes à la retraite, un groupe qui présente un pourcentage beaucoup plus faible de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

(Les répondants pouvaient cocher plus d'une catégorie.)

TABLEAU 3. Statut d'emploi de tous les répondants et des répondants en situation d'insécurité alimentaire (module à six éléments) (%)

STATUT D'EMPLOI	% DE TOUS LES RÉPONDANTS (N = 10 004)	% DES RÉPONDANTS EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (N = 3 944)
Employé à temps plein	46	48
Employé à temps partiel	11	14
Travailleur autonome	7	7
Sans emploi et à la recherche d'un emploi	5	8
Sans emploi et non à la recherche d'un emploi	4	5
Employé occasionnel/journalier/sur appel	1	1
Étudiant à temps plein	6	8
Étudiant à temps partiel	1	2
À la retraite	24	13
En congé parental	1	2

PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU RECOURS AUX BANQUES ALIMENTAIRES DANS LES SOUS-GROUPES

Les tableaux 4 à 7 présentent les taux d'insécurité alimentaire et le recours aux banques alimentaires selon les catégories d'emploi, de démographie et de revenu.

Le **tableau 4** montre que les taux d'insécurité alimentaire sont élevés chez tous les groupes sur le marché du travail, mais qu'ils sont particulièrement élevés chez les personnes qui travaillent à temps partiel, qui ont des conditions de travail moins stables, qui sont en congé parental, qui sont des étudiantes à temps partiel ou qui sont sans emploi. Les personnes qui ont des modalités de travail plus précaires ou qui sont sans emploi sont plus susceptibles que les personnes appartenant à d'autres groupes d'avoir eu recours à une banque alimentaire.

TABLEAU 4. Taux d'insécurité alimentaire (module à six éléments) et recours à une banque alimentaire, selon le statut d'emploi

STATUT D'EMPLOI	TAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (%) AU SEIN DE CE GROUPE	% DES PERSONNES QUI ONT EU RECOURS À UNE BANQUE ALIMENTAIRE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS
Tous les répondants	39	10
Employé à temps plein	41	8
Employé à temps partiel	50	16
Travailleur autonome	39	11
Sans emploi et à la recherche d'un emploi	64	27
Sans emploi et non à la recherche d'un emploi	58	23
Employé occasionnel/journalier/sur appel	49	18
Étudiant à temps plein	48	15
Étudiant à temps partiel	52	18
À la retraite	21	5
En congé parental	52	21



Le **tableau 5** présente les taux d'insécurité alimentaire et de recours aux banques alimentaires chez les personnes qui occupent actuellement un emploi, ventilés selon diverses caractéristiques démographiques et de revenu.

L'insécurité alimentaire et le recours aux banques alimentaires sont plus fréquents chez certains groupes :

- Jeunes adultes
- Personnes à faible revenu
- Nouveaux arrivants au Canada
- Personnes en situation de handicap
- Personnes ayant un faible niveau de scolarité
- Adultes seuls ayant des personnes à charge
- Cols bleus/classe ouvrière
- Personnes autochtones, noires ou de couleur

Il est important de noter que certaines personnes appartiennent à plusieurs groupes.

TABLEAU 5. Incidence de l'insécurité alimentaire (module à six éléments) parmi certains groupes, dans l'ensemble et parmi les personnes qui occupent actuellement un emploi

TOUS LES RÉPONDANTS	TOTAL (%)	OCCUPENT ACTUELLEMENT UN EMPLOI (%)	% DES PERSONNES QUI ONT EU RECOURS À UNE BANQUE ALIMENTAIRE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS
Tous les répondants	39	42	10
GROUPE D'ÂGE			
18 à 24 ans	52	53	16
25 à 29 ans	56	54	15
30 à 44 ans	48	46	14
45 à 54 ans	41	38	11
55 à 64 ans	31	31	7
65 ans et plus	19	20	3
GENRE			
Homme	39	42	11
Femme	39	42	10

TOUS LES RÉPONDANTS	TOTAL (%)	OCCUPENT ACTUELLEMENT UN EMPLOI (%)	% DES PERSONNES QUI ONT EU RECOURS À UNE BANQUE ALIMENTAIRE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS
----------------------------	------------------	--	--

NIVEAU DE SCOLARITÉ

Études secondaires ou moins	48	52	16
Diplôme d'études collégiales/ professionnelles/techniques/ métiers spécialisés	43	48	10
Diplôme universitaire ou de niveau supérieur	31	34	8

REVENU

< 50 k\$	61	68	24
50 k\$ à < 100 k\$	41	49	9
100 k\$ à < 150 k\$	29	33	4
> 150 k\$	18	20	2

RÉGION HABITÉE

Urbaine	42	45	13
Banlieue	35	38	8
Rurale	38	42	9

IDENTITÉ RACIALE

Autochtone	52	52	21
Personne noire	59	58	23
Personne de couleur	53	52	16
Personne caucasienne/non racisée	33	37	8

ÉTAT MATRIMONIAL

Marié(e)	32	38	7
Célibataire	50	49	15
Adulte seul avec personne à charge de moins de 18 ans	63	64	25
Adulte seul avec personne à charge de 18 ans et plus	57	58	20

TOUS LES RÉPONDANTS	TOTAL (%)	OCCUPENT ACTUELLEMENT UN EMPLOI (%)	% DES PERSONNES QUI ONT EU RECOURS À UNE BANQUE ALIMENTAIRE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS
----------------------------	------------------	--	--

TEMPS PASSÉ AU CANADA

Né(e) au Canada	37	39	9
Moins de deux ans	68	67	28
2 à 5 ans	60	58	25
6 à 9 ans	57	57	19
10 ans et plus	36	41	8

HANDICAP/PROBLÈME DE SANTÉ

N'a pas de handicap/problème de santé de longue durée	34	38	8
Handicap physique	55	61	20
Problème de santé mentale	59	57	21
Trouble cognitif ou d'apprentissage	62	60	19
Problème de santé chronique	43	46	13
Autre type de handicap/problème de santé	56	60	20

Le **tableau 6** montre la prévalence de l'insécurité alimentaire dans divers segments du marché du travail. Aucun segment n'est épargné par l'insécurité alimentaire, mais les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés chez les cols bleus (comme ceux qui sont journaliers, ceux qui effectuent un travail manuel et ceux qui travaillent dans les secteurs de la construction, des services ou du commerce de détail).

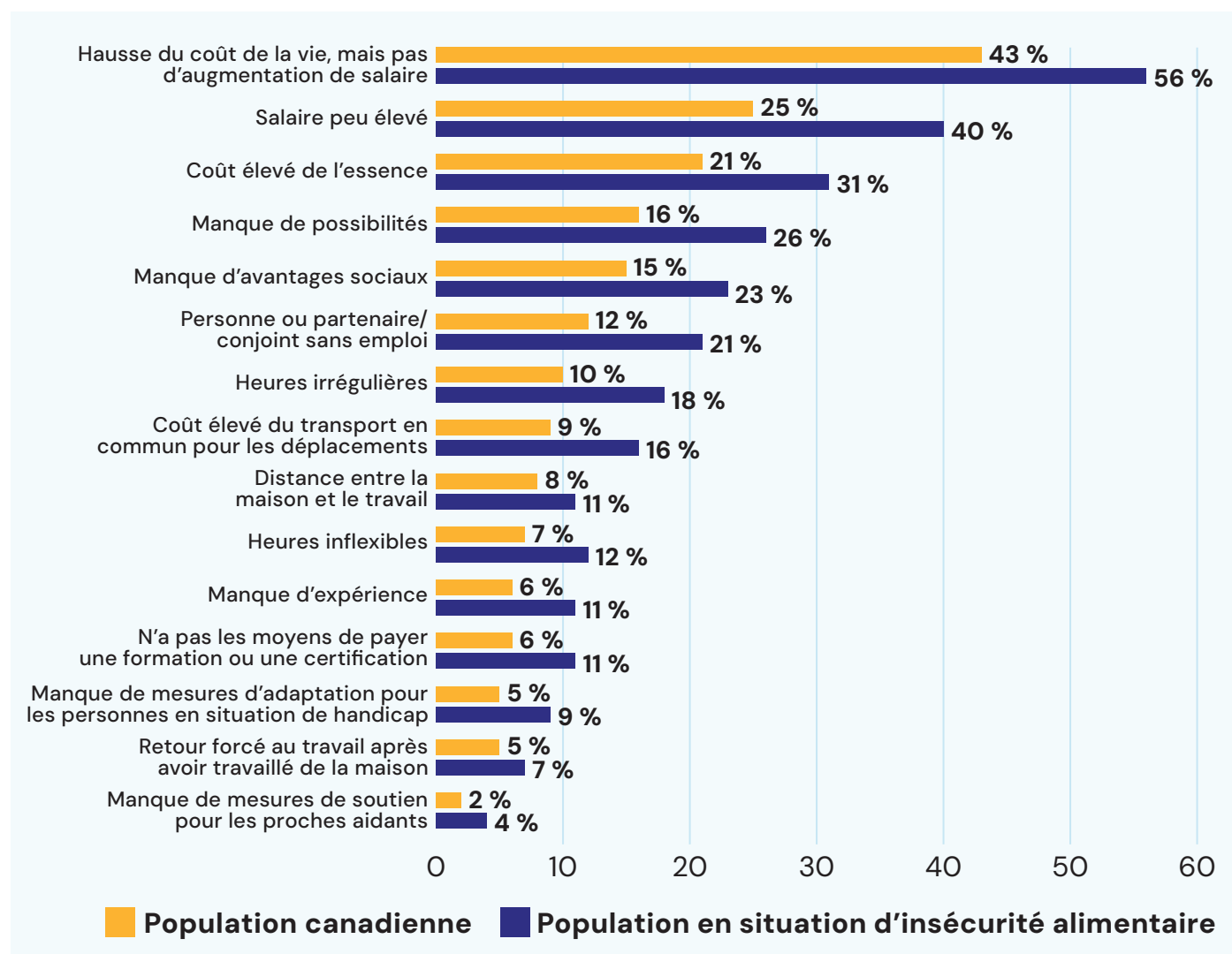
TABLEAU 6. Incidence de l'insécurité alimentaire (module à six éléments) selon le type d'emploi et la classification des emplois, dans la population et chez les personnes actuellement en emploi

TYPE/CLASSIFICATION D'EMPLOI	TOTAL PAR TYPE/ CLASSIFICATION D'EMPLOI (%)	OCCUPENT ACTUELLEMENT UN EMPLOI (%)	% DES PERSONNES QUI ONT EU RECOURS À UNE BANQUE ALIMENTAIRE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS
TYPE D'EMPLOI			
Tous les répondants	39	42	10
Réceptionniste	50	52	11
Travail de journalier/manuel	55	53	18
Construction	58	57	24
Serveur/barman	63	66	24
Travailleur de première ligne	41	42	11
Vente au détail	53	55	16
Assemblage de fabrication	41	46	13
Garde d'enfants	51	51	15
Soutien administratif	40	43	7
Métiers spécialisés	44	48	10
Travailleur de la santé (infirmières, assistants médicaux, soutien personnel)	46	49	12
Autre emploi ouvrier	43	44	14
Enseignant	23	30	5
Professionnel débutant	41	38	9
Cadres intermédiaires	25	29	4
Haute direction	26	32	7
Directeur financier, directeur de l'exploitation, chef de la direction, DPT	29	34	7
Titre professionnel (avocat, ingénieur, etc.)	25	27	6
Autre classe professionnelle	36	39	10
CLASSIFICATION DES EMPLOIS			
Cols bleus/classe ouvrière	47	49	13
Professionnels/cols blancs	31	33	7

STRESS FINANCIER LIÉ À L'EMPLOI ET OBSTACLES À UN EMPLOI DE QUALITÉ

Les Canadiens citent un éventail de défis liés à l'emploi qui contribuent directement au stress financier et à la difficulté d'assurer un gagne-pain stable. Parmi les causes les plus souvent signalées de difficultés financières, mentionnons la hausse des coûts de la vie, les revenus faibles sans augmentation des salaires et les coûts élevés des déplacements quotidiens (**voir la figure 3**). Ces facteurs touchent de façon disproportionnée les personnes qui sont déjà aux prises avec l'insécurité alimentaire et aggravent leurs pressions financières quotidiennes.

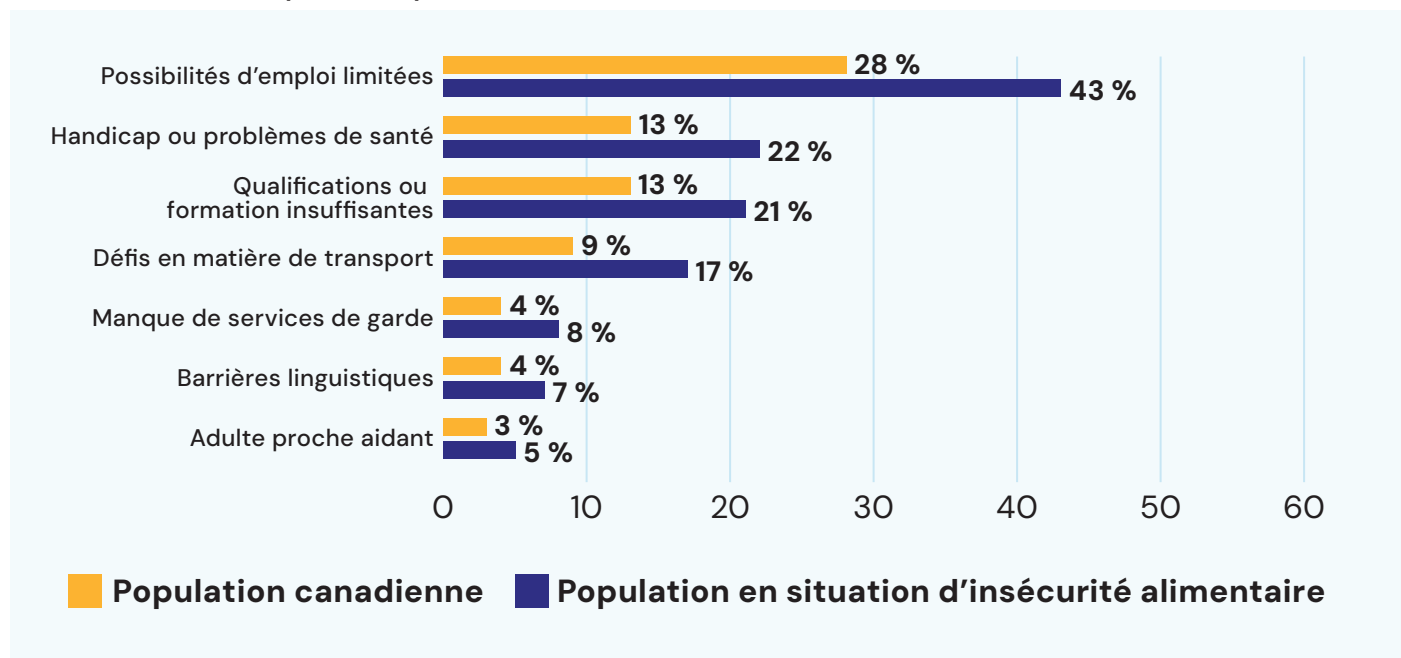
FIGURE 3. Quels aspects de votre situation d'emploi contribuent à votre stress financier, le cas échéant (Canada : N = 10 004; En situation d'insécurité alimentaire : N = 3 921)



En ce qui concerne les obstacles à l'accès ou au maintien d'un emploi de qualité, les répondants ont souligné des possibilités d'emploi limitées, des handicaps ou des problèmes de santé, et le manque d'accès à une formation ou à une éducation adéquates. Ces obstacles suggèrent que de nombreux Canadiens sont non seulement mis à rude épreuve en raison de leurs conditions d'emploi actuelles, mais aussi confrontés à des obstacles systémiques lorsqu'ils tentent d'améliorer leur situation économique par un meilleur emploi.

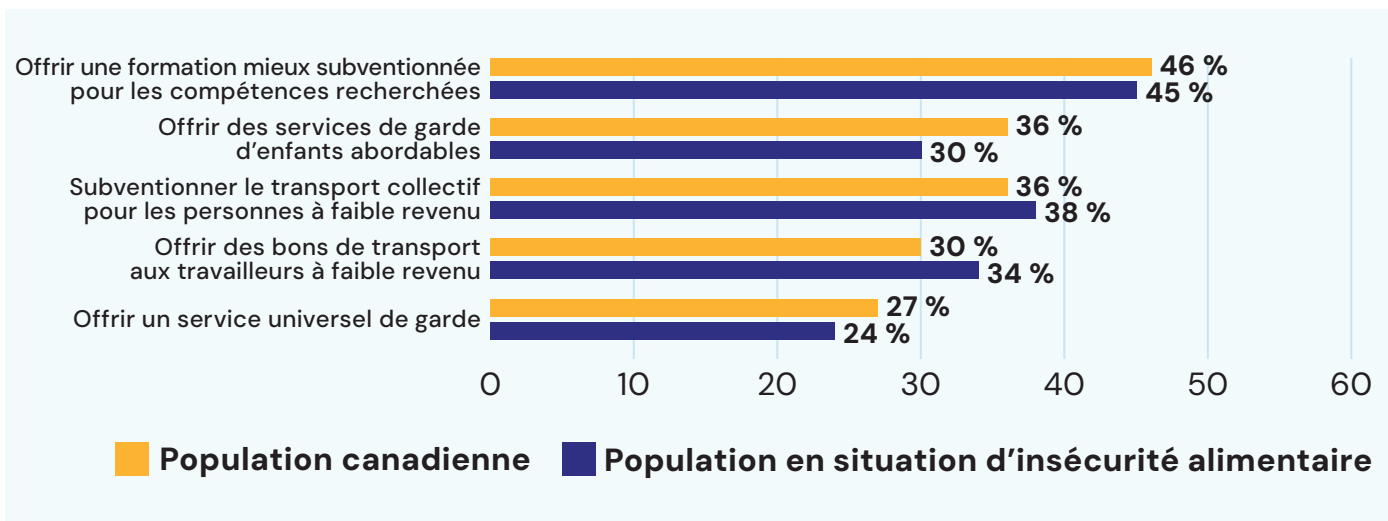
Parmi les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire, un groupe particulièrement vulnérable à un travail instable ou peu rémunéré, les problèmes sont plus graves, et bon nombre de ces personnes ont cerné des obstacles structurels et logistiques à la participation au marché du travail (voir la figure 4).

FIGURE 4. Quels sont les principaux obstacles qui vous empêchent de trouver ou de conserver un emploi de qualité? (Canada : N = 10 004; En situation d'insécurité alimentaire : N = 3 921)



Les répondants ont également mentionné des interventions en matière de politiques qui pourraient appuyer leurs efforts pour obtenir ou conserver un emploi de qualité (voir la figure 5). Par exemple, des formations mieux subventionnées pour les compétences recherchées, des services de garde abordables et de l'aide pour les coûts de transport (p. ex., subventions pour le transport en commun ou bons de transport). Il convient de souligner que les personnes en situation d'insécurité alimentaire étaient plus susceptibles d'accorder la priorité à l'aide pour les coûts de transport. Les services de garde d'enfants et les mesures de soutien au transport sont des méthodes clés pour réduire les coûts indirects d'emploi et permettre aux personnes ayant des ressources limitées de demeurer sur le marché du travail ou de l'intégrer.

FIGURE 5. Selon vous, quelles politiques seraient les plus utiles pour vous aider à conserver un emploi de qualité? (Canada : N = 10 004; En situation d'insécurité alimentaire : N = 3 921)



PRIORITÉS NATIONALES EN MATIÈRE DE POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

Les participants au sondage national se sont dits très favorables à un éventail de politiques gouvernementales visant à lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. À l'échelle du pays, les mesures gouvernementales sont constamment appuyées (plus de 80 % dans tous les domaines proposés) ce qui souligne l'urgence de ces problèmes et le niveau de préoccupation du public à leur sujet.

Les principales priorités stratégiques définies par les Canadiens sont les suivantes :

- Rendre le logement plus abordable
- Améliorer l'accès aux aliments pour lutter directement contre l'insécurité alimentaire
- Élargir l'accès à des possibilités d'emploi et de formation de qualité
- Mettre en œuvre des approches nouvelles et novatrices de réduction de la pauvreté

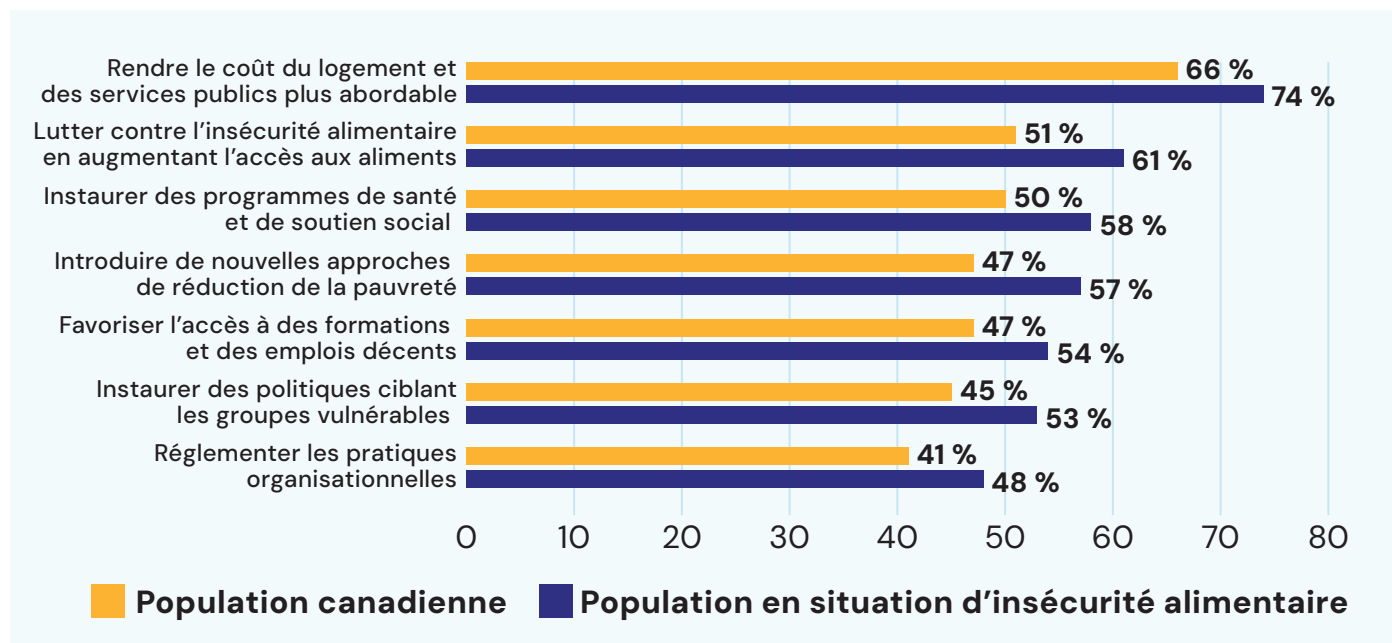
Ces mesures sont considérées comme essentielles pour réduire les difficultés systémiques et offrir une situation économique plus équitable pour tous.

Les Canadiens qui vivent de l'insécurité alimentaire accordent constamment un soutien plus élevé à toutes les mesures que la population générale. Ils comptent particulièrement sur l'abordabilité du logement, l'accès à la nourriture, la formation professionnelle et la gratuité de l'éducation.

Les principales constatations de ce domaine du sondage sont résumées ci-dessous (**voir aussi la figure 6**) :

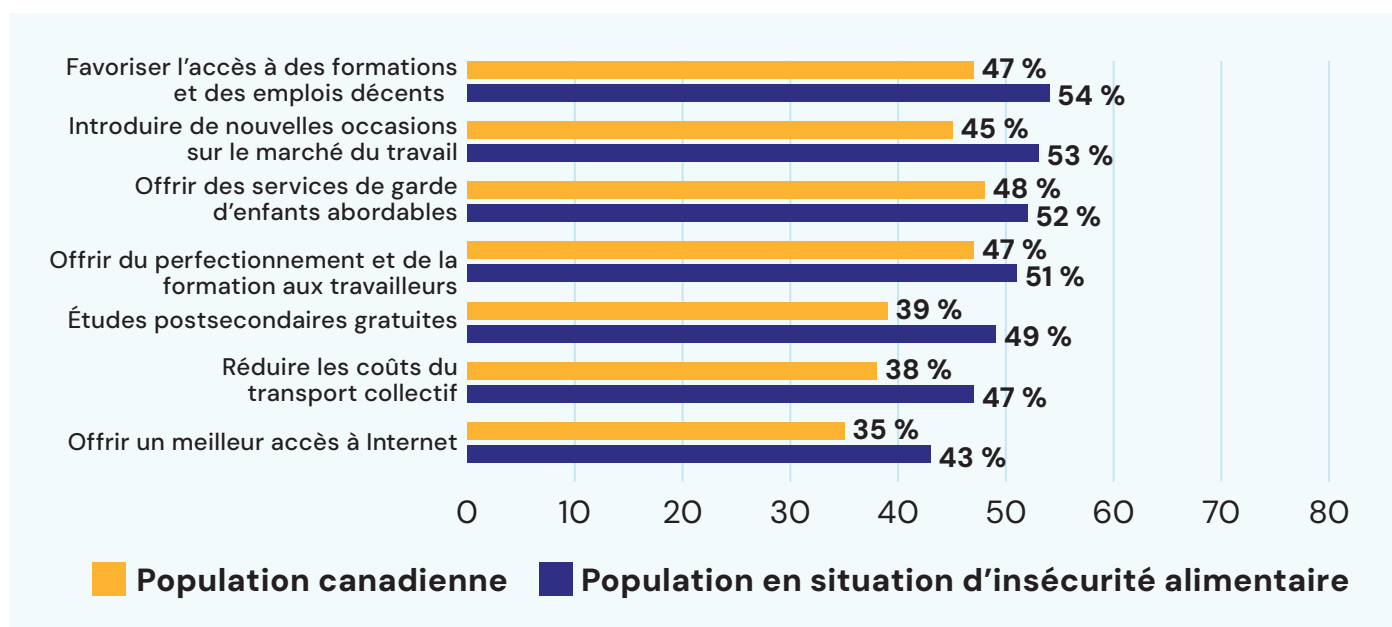
- Rendre le logement et les services publics plus abordables est la principale préoccupation à l'échelle nationale (« très important » selon 66 % des répondants à l'échelle nationale et selon 74 % des répondants souffrant d'insécurité alimentaire).
- La lutte contre l'insécurité alimentaire en améliorant l'accès aux aliments est une autre demande fondamentale (51 % à l'échelle nationale; 61 % chez les répondants souffrant d'insécurité alimentaire).
- Le renforcement des systèmes de santé et de soutien social, comme les soins dentaires universels, les services de santé mentale et l'aide gouvernementale simplifiée, bénéficie d'un soutien solide. La moitié de la population générale et 58 % des répondants en situation d'insécurité alimentaire souhaitent le renforcement des systèmes de santé et de soutien social.
- Les répondants en situation d'insécurité alimentaire appuient fortement (57 % contre 47 % à l'échelle nationale) l'adoption de nouvelles approches de réduction de la pauvreté, y compris des changements aux politiques fiscales, aux politiques monétaires et aux initiatives de revenu minimum.
- L'élargissement de l'accès aux possibilités d'emploi et de formation, y compris les services de garde d'enfants abordables, l'éducation postsecondaire et les initiatives sur le marché du travail, est largement favorisé, surtout chez les populations en situation d'insécurité alimentaire – 54 % des répondants en situation d'insécurité alimentaire appuient ces initiatives.

FIGURE 6. Dans quelle mesure chacun des domaines suivants est-il important pour réfléchir à la façon dont le gouvernement canadien peut lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire? (% très important N=3 921)



Lorsqu'on examine spécifiquement les initiatives visant à soutenir les personnes sur le marché du travail, les répondants qui souffrant d'insécurité alimentaire appuient largement les initiatives qui favorisent l'accès à des formations et des emplois décents, à de nouvelles possibilités d'emploi, à des services de garde abordables et au perfectionnement des travailleurs. Il existe également une différence notable de 10 points de pourcentage dans l'appui à la gratuité des études postsecondaires et à la réduction du coût du transport collectif lorsque l'on compare les répondants en situation d'insécurité alimentaire à la population générale.

FIGURE 7. Êtes-vous en faveur des possibilités d'emploi et de formation suivantes, ou contre? (% fortement en faveur : N=3921)



PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, OBSTACLES À L'EMPLOI ET PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE POLITIQUES PARMIS LES SOUS-GROUPES

La grande taille de l'échantillon de cette étude nous permet d'examiner de plus près les principaux défis, possibilités et obstacles auxquels font face certains segments de la population qui affichent des taux plus élevés d'insécurité alimentaire. Ces groupes comprennent les jeunes adultes (âgés de 25 à 29 ans), les personnes dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 \$, les nouveaux arrivants au Canada (au cours des cinq dernières années), les personnes en situation de handicap, les personnes ayant un niveau de scolarité inférieur, les personnes seules ayant des personnes à charge, les cols bleus et les travailleurs de la classe ouvrière, les populations autochtones, les personnes noires et les autres personnes de couleur. Ces groupes ne sont souvent pas mutuellement exclusifs et se recoupent souvent, ce qui renforce l'importance de disposer d'une gamme de solutions en matière de politiques et de programmes pour aider à éliminer ces obstacles et améliorer les possibilités.

JEUNES (25 À 29 ANS)

- 61 % des personnes qui gagnent moins de 50 k\$ par année et 68 % des personnes qui gagnent moins de 50 k\$ par année et qui occupent actuellement un emploi vivent de l'insécurité alimentaire.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner les bas salaires, le manque d'avantages sociaux, le manque de possibilités, les horaires irréguliers ou inflexibles, et le coût élevé du transport en commun comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, les possibilités d'emploi limitées et le manque de services de garde d'enfants comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement des politiques comme la gratuité des études postsecondaires, la réduction des coûts du transport en commun et les nouvelles possibilités d'emploi.



PERSONNES À FAIBLE REVENU (50 K\$/ANNÉE)

- 61 % des personnes qui gagnent moins de 50 k\$ par année et 68 % des personnes qui gagnent moins de 50 k\$ par année et qui occupent actuellement un emploi vivent de l'insécurité alimentaire.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner les bas salaires, le manque d'avantages sociaux, le manque de possibilités et les horaires irréguliers comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, les possibilités d'emploi limitées et les handicaps ou les problèmes de santé comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement le perfectionnement et la formation des travailleurs, les services de garde abordables, l'éducation postsecondaire gratuite, le transport collectif moins cher et les nouvelles possibilités d'emploi.

NOUVEAUX CANADIENS (5 ANS OU MOINS)

- 60 % des personnes qui sont au Canada depuis 5 ans ou moins et 68 % des personnes qui sont au Canada depuis 2 ans ou moins souffrent d'insécurité alimentaire. C'est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale de 39 %.
- Les membres de ce groupe :
 - font face à des obstacles plus importants à l'emploi, notamment la non-reconnaissance de leurs titres de compétences et l'accès restreint à la formation;
 - sont plus susceptibles de mentionner les bas salaires, le manque d'avantages sociaux, le manque de possibilités, les horaires irréguliers ou inflexibles, et le coût élevé du transport en commun comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, les possibilités d'emploi limitées et les barrières linguistiques comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement la formation subventionnée pour les compétences en demande, le transport collectif subventionné et les bons de transport comme politiques qui aideraient à maintenir un emploi de qualité.

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

- Un peu plus de la moitié des personnes en situation de handicap vivent de l'insécurité alimentaire. La prévalence varie de 43 % chez les personnes ayant un problème de santé chronique à 62 % chez celles ayant un trouble cognitif ou d'apprentissage.
- Les membres de ce groupe qui ont un problème de santé mentale ou une déficience cognitive sont plus susceptibles de mentionner les bas salaires, le manque d'avantages sociaux et les horaires irréguliers comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier.

- Les membres de ce groupe qui ont un handicap physique ou cognitif sont plus susceptibles de mentionner le manque de mesures d'adaptation comme facteur contribuant à leur stress financier, et les personnes ayant un handicap cognitif sont plus susceptibles de mentionner le manque de possibilités.
- Les membres de ce groupe qui ont des problèmes de santé mentale ou des troubles cognitifs sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, les qualifications ou la formation insuffisantes et les possibilités d'emploi limitées comme obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi.
- Dans l'ensemble, les membres de ce groupe appuient fortement les possibilités de formation subventionnée et le transport collectif subventionné.

PERSONNES AYANT UN FAIBLE NIVEAU DE SCOLARITÉ

- 48 % des personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, et 52 % de ce groupe qui occupent actuellement un emploi souffrent d'insécurité alimentaire.
- Un niveau de scolarité inférieur est fortement corrélé à l'insécurité alimentaire et aux problèmes de logement.
- Les Canadiens qui ont une scolarité de niveau secondaire ou moindre déclarent subir un stress financier plus marqué que les Canadiens qui ont un niveau de scolarité plus élevé.
- Les personnes ayant un faible niveau de scolarité sont également plus susceptibles de compter sur le soutien gouvernemental.
- Les membres de ce groupe ont exprimé leur ferme appui aux politiques liées à la formation professionnelle, à l'accès à l'éducation et à l'abordabilité du transport collectif.

ADULTES SEULS AYANT DES PERSONNES À CHARGE

- 63 % des membres de ce groupe sont en situation d'insécurité alimentaire et 25 % ont eu recours à une banque alimentaire au cours de la dernière année.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner les bas salaires, le manque d'avantages sociaux, le manque de possibilités, les horaires irréguliers ou inflexibles, et le coût élevé du carburant comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, les possibilités d'emploi limitées, la formation ou les qualifications insuffisantes, et le manque de services de garde d'enfants comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fermement la formation subventionnée et les services universels de garde d'enfants.

COLS BLEUS/CLASSE OUVRIÈRE

- 47 % des cols bleus ou des membres de la classe ouvrière et 49 % de ce groupe qui occupent actuellement un emploi vivent de l'insécurité alimentaire.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner les faibles salaires, les horaires irréguliers, le coût élevé de l'essence (pour les déplacements quotidiens) et l'augmentation du coût de la vie sans aucune augmentation salariale, comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, les possibilités d'emploi limitées et la formation ou les qualifications insuffisantes comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement le perfectionnement et la formation des travailleurs et l'introduction de nouvelles possibilités sur le marché du travail;
 - tombent dans les failles des systèmes de soutien conçus pour les personnes sans emploi ou ayant un revenu extrêmement faible.

PEUPLES AUTOCHTONES

- 52 % des membres de ce groupe sont en situation d'insécurité alimentaire, et 21 % ont eu recours à une banque alimentaire au cours des 12 derniers mois.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner l'augmentation du coût du carburant pour les déplacements quotidiens, l'augmentation du coût de la vie sans aucune augmentation salariale, et le manque de mesures d'adaptation pour les personnes en situation de handicap comme des aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner les défis liés au transport, la formation ou les qualifications insuffisantes et les handicaps ou les problèmes de santé comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement la formation entièrement subventionnée pour les compétences recherchées.



PERSONNES NOIRES

- 59 % des membres de ce groupe sont en situation d'insécurité alimentaire, et 23 % ont eu recours à une banque alimentaire au cours des 12 derniers mois.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner les faibles salaires, le coût élevé du transport en commun pour les déplacements quotidiens, l'augmentation du coût de la vie sans aucune augmentation salariale, et le manque de possibilités comme aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner la formation ou les qualifications insuffisantes, les possibilités d'emploi limitées, les difficultés liées au transport et le manque de services de garde d'enfants comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement la formation entièrement subventionnée pour les compétences en demande et le transport public subventionné pour les personnes à faible revenu.

PERSONNE DE COULEUR

- 53 % des membres de ce groupe souffrent d'insécurité alimentaire et 16 % ont eu recours à une banque alimentaire au cours des 12 derniers mois.
- Les membres de ce groupe :
 - sont plus susceptibles de mentionner les faibles salaires, le manque d'avantages sociaux, le coût élevé du transport en commun pour les déplacements quotidiens, l'augmentation du coût de la vie sans aucune augmentation salariale, et le manque de possibilités comme aspects de leur situation d'emploi qui contribuent à leur stress financier;
 - sont plus susceptibles de mentionner la formation ou les qualifications insuffisantes, les possibilités d'emploi limitées, les barrières linguistiques, les difficultés liées au transport et le manque de services de garde d'enfants comme des obstacles à la recherche ou au maintien d'un emploi de qualité;
 - appuient fortement l'introduction de nouvelles possibilités sur le marché du travail.



ACCÈS AUX PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

Les pairs chercheurs de l'étude de recherche communautaire ont noté que bon nombre des personnes avec qui ils ont parlé n'avaient pas accès aux programmes gouvernementaux malgré les nombreux défis et les niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Beaucoup n'étaient pas au courant du soutien qui leur était offert ou trouvaient l'accès difficile.

Les résultats du sondage national concordaient avec les observations des pairs : près de 70 % des répondants souffrant d'insécurité alimentaire n'avaient accès à aucun programme de soutien gouvernemental. La plupart des membres de ce groupe ne savaient pas s'ils étaient admissibles (47 %) ou ne savaient pas quel soutien était offert (33 %). Une personne sur cinq a mentionné des obstacles administratifs comme la difficulté à remplir les formulaires, le manque d'accès à un ordinateur ou les barrières linguistiques comme raisons pour ne pas avoir accès au soutien gouvernemental.

FIGURE 8. Avez-vous accès à des programmes gouvernementaux pour du soutien financier? (N = 3 921)

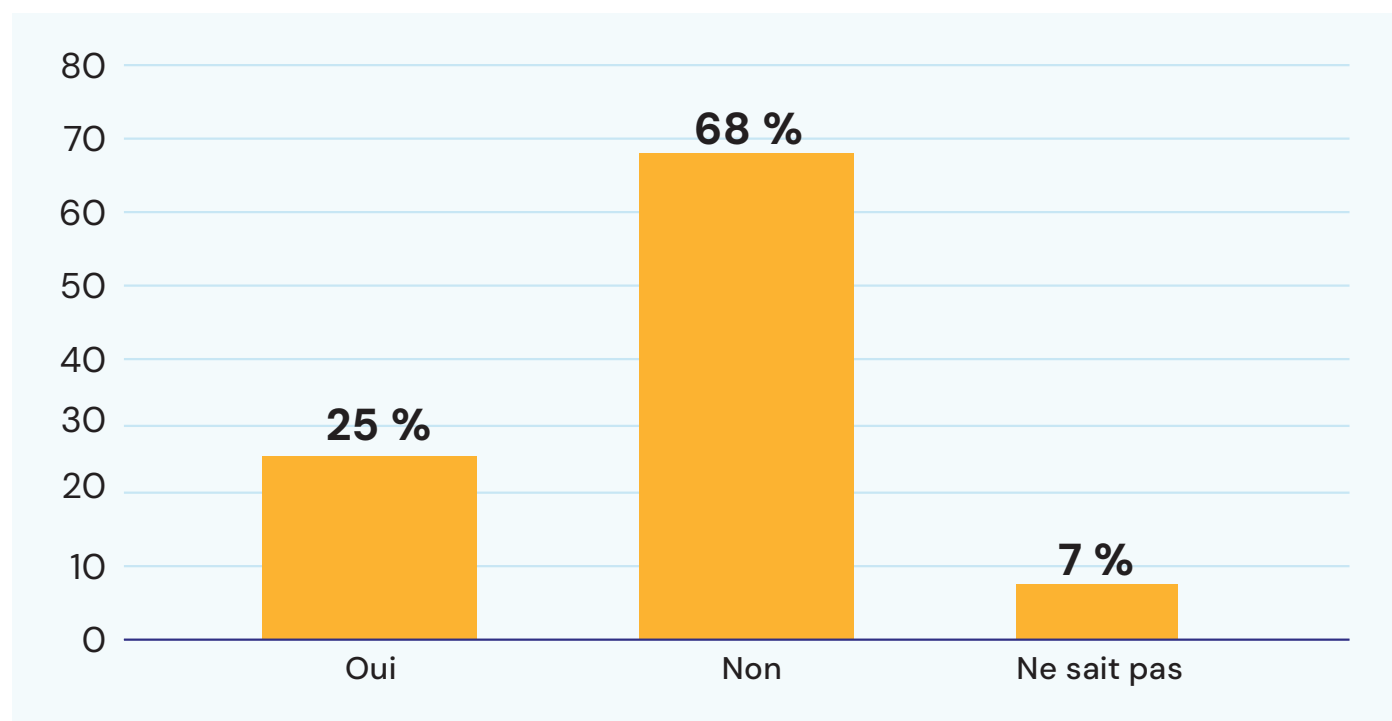
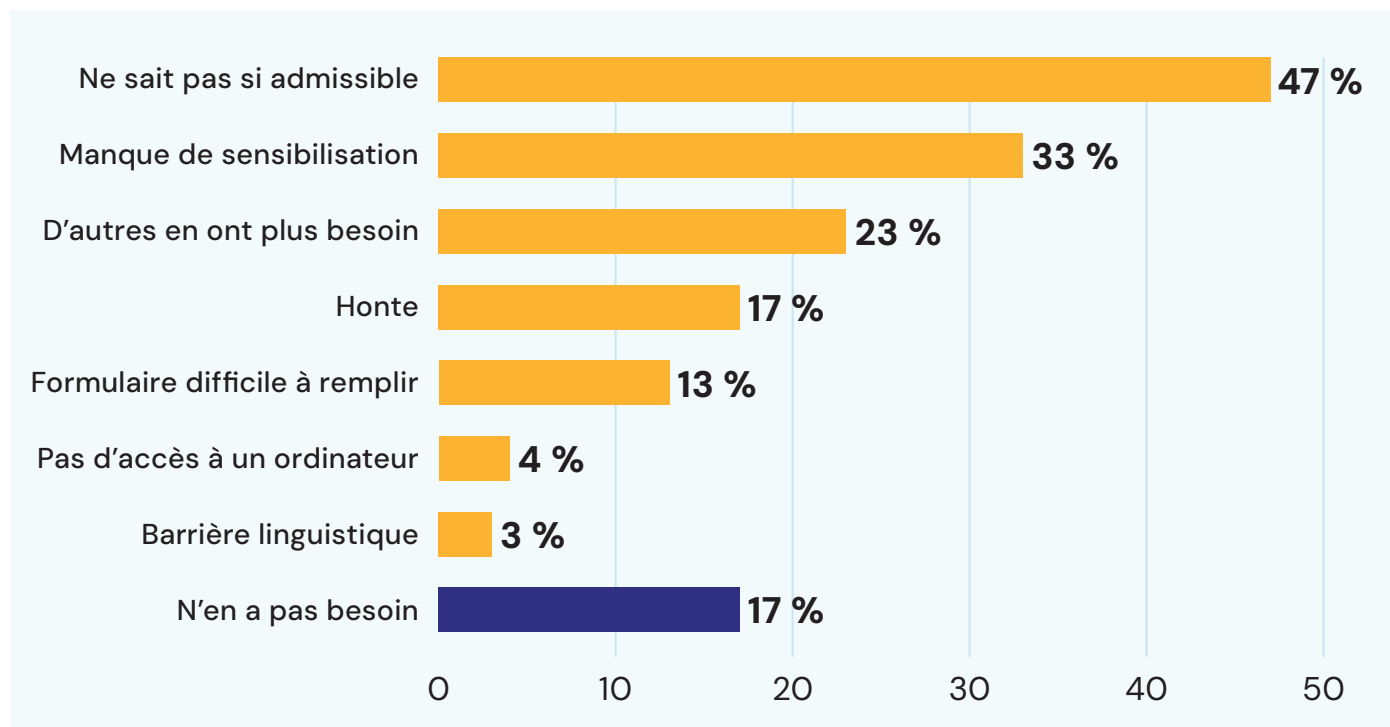


FIGURE 9. Qu'est-ce qui vous empêche d'accéder à ces programmes? (N = 2 676)



Ces constatations renforcent celles d'un rapport indépendant préparé par le Bureau du vérificateur général du Canada pour la période du 1er avril 2019 au 31 août 2021. L'objectif du rapport était de déterminer si Emploi et Développement social Canada et l'Agence du revenu du Canada (ARC) veillent à ce que les populations difficiles à joindre soient informées de l'existence de l'Allocation canadienne pour enfants, de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, du Supplément de revenu garanti et du Bon d'études canadien, et y aient accès. L'une des principales constatations était qu'il n'existe pas d'« approche intégrée pour les personnes ayant besoin d'une aide plus personnalisée ».³

Emploi et Développement social Canada et l'ARC ont cerné plusieurs groupes qui font face à des obstacles pour accéder aux prestations. Il s'agit notamment des Autochtones, des personnes ayant un logement précaire, des nouveaux arrivants au Canada, des personnes en situation de handicap, des aînés et des jeunes. Les deux organisations ont également cerné les obstacles qui compliquent l'accès aux prestations, y compris la littératie et à la langue, la réticence à divulguer des renseignements personnels et financiers, le fait de ne pas produire de déclarations de revenus, les processus de demande complexes, l'accès limité aux services financiers et l'emplacement géographique.

Le rapport indique que « l'Agence du revenu du Canada et Emploi et Développement social Canada ne disposaient pas d'une stratégie pour assurer un service à la clientèle global, continu et cohérent permettant d'aider les gens ayant besoin d'un soutien personnalisé » et que « le Ministère et l'Agence n'ont pas, à l'heure actuelle, une stratégie permettant d'assurer un service continu et cohérent aux personnes difficiles à joindre qui désirent obtenir certaines prestations ». Il souligne aussi que la participation aux prestations pourrait être surestimée, car les estimations ne tiennent pas toujours compte des personnes qui n'ont pas produit de déclarations de revenus.

³ Bureau du vérificateur général du Canada. (2022). Rapport 1 : L'accès aux prestations pour les populations difficiles à joindre, « Sensibilisation et accès aux prestations ». https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_202205_01_f_44033.html

« Le Ministère et l'Agence avaient peu d'éléments probants montrant que l'intensification de leurs activités de sensibilisation avait entraîné l'utilisation accrue des prestations par les personnes difficiles à joindre. »⁴

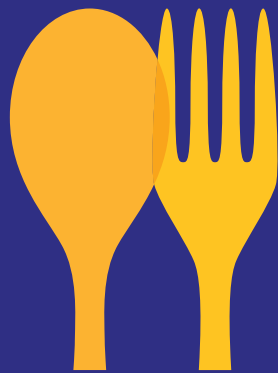
Le rapport souligne que ni Emploi et Développement social Canada ni l'ARC n'ont un portrait clair et complet des personnes qui ne reçoivent pas de prestations auxquelles elles sont potentiellement admissibles et qu'elles n'ont pas fait assez pour aider les populations difficiles à joindre à recevoir les prestations qui ont été mises en place pour soutenir les personnes à faible revenu au Canada.

L'engagement, dans le récent budget fédéral, de mettre en œuvre un système de déclaration de revenus automatique est une étape cruciale pour aider les gens à obtenir les prestations auxquelles ils ne savent pas qu'ils ont droit, comme l'Allocation canadienne pour enfants ou l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Ces prestations pourraient contribuer à augmenter considérablement les revenus des personnes en situation d'insécurité alimentaire. Le soutien à l'accès à d'autres programmes – par exemple, les programmes d'apprentissage – et l'élargissement de l'admissibilité à ces programmes pourraient également contribuer à réduire l'insécurité alimentaire au Canada.

CONCLUSION : DE LA RECHERCHE À L'ACTION

Les conclusions de ce rapport illustrent les principaux défis auxquels font face les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire, en particulier celles qui occupent un emploi. Elles soulignent également que certains groupes sont confrontés à des taux disproportionnellement élevés d'insécurité alimentaire, par exemple les personnes noires, autochtones et de couleur, les familles monoparentales, les cols bleus, les personnes à faible revenu, les nouveaux arrivants au Canada et les jeunes. Les données probantes soulignent l'importance de politiques et de programmes ciblés et inclusifs qui s'attaquent à l'intersectionnalité des facteurs qui façonnent les expériences de ces groupes, et rappellent que chaque ordre de gouvernement et secteur de la société a un rôle crucial à jouer pour régler ces problèmes. En offrant des possibilités équitables et en assurant un soutien accessible, les parties prenantes peuvent contribuer à combler les lacunes, à renforcer notre main-d'œuvre et à réduire l'insécurité alimentaire au Canada.

⁴ Bureau du vérificateur général du Canada, Rapport 1, « Constatations ».



Food Banks
Canada

Banques
alimentaires
Canada

foodbankscanada.ca

f  in  @foodbankscanada